

Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT QUANT À LA RENÉGOCIATION—DEMANDE DE PRÉCISIONS

M. Jim Balfour (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Hier, lorsqu'il a rencontré le secrétaire au Commerce des États-Unis, le ministre de l'Industrie et du Commerce a convenu qu'il était inutile de renégocier l'accord sur l'automobile. Je lui sais gré de se montrer bon hôte. J'aimerais cependant que le premier ministre nous explique en détail comment cette décision est conforme à l'intérêt national. Pourrait-il faire la lumière sur cette décision du gouvernement et déposer tous les documents de base qui ont amené le gouvernement à adopter cette position.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député me demande de faire une déclaration. Je transmettrai sa question au ministre concerné.

M. Balfour: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse encore au premier ministre. Si je comprends bien, il y a divergence d'opinion sur l'à-propos et la nature des modifications. J'aurais cru, cependant, que le gouvernement se serait ménagé une porte de sortie sur la question des renégociations. Le gouvernement estime-il que les clauses actuelles de l'accord assurent, en 1976 et à moyen terme, l'équilibre dans tous les aspects du commerce de l'automobile, et en l'occurrence, le premier ministre peut-il dire sur quoi repose pareille assurance?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je serai heureux d'attirer l'attention du ministre sur cette remarque additionnelle.

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—L'IMPORTANCE D'UNE REPRISE IMMÉDIATE DES NÉGOCIATIONS

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. J'imagine facilement la présente difficulté car le ministre de l'Industrie et du Commerce, qui était partie aux négociations, n'est pas là aujourd'hui. Le 30 avril 1976, le même ministre a informé la Chambre que la situation politique américaine d'ici la fin de l'année civile risque d'entraver la bonne marche des négociations sur les changements à apporter au pacte de l'automobile. Cette observation est consignée à la page 13029 du *hansard*. Le secrétaire au Commerce des États-Unis a toutefois fait remarquer que les élections américaines ne compromettraient pas la tenue d'autres pourparlers sur le pacte de l'automobile cette année. Le premier ministre peut-il assurer à la Chambre qu'il fera l'impossible pour reprendre les négociations au plus tôt, maintenant qu'on sait que le climat politique n'empêcherait pas la tenue de ces pourparlers?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je crois comprendre que des députés ont

Questions orales

diverses instances à présenter et je sais aussi que le ministre est en voyage en compagnie du secrétaire américain au Commerce et qu'il se trouve en ce moment à Toronto, je crois. J'étais moi-même en conférence avec les premiers ministres provinciaux et n'ai donc pas pu avoir aucune conversation avec M. Jamieson. Je lui ferai part de ces différentes questions ou son excellent secrétaire parlementaire le fera pour moi.

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—PROPOSITION D'ÉTABLISSEMENT D'UN COMITÉ D'ENQUÊTE SUR LA QUESTION

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Ma question s'adresse encore au premier ministre. Lorsqu'il a pris la parole hier, M. Richardson a dit que les grands de l'automobile commandaient des pièces dans d'autres pays, ce qui peut dans une certaine mesure expliquer le déficit considérable de l'industrie des pièces d'automobile. Cette situation est attribuable au fait que l'Accord sur l'automobile est un accord bilatéral du point de vue américain mais multilatéral du point de vue canadien. Le premier ministre voudrait-il envisager sérieusement de créer un comité spécial de la Chambre qu'il chargerait d'examiner les difficultés qui ont surgi relativement à l'Accord canado-américain sur l'automobile et les problèmes qui assaillent l'industrie des pièces détachées eu égard à l'Accord, puis de faire rapport et enfin de faire des recommandations?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Le député pourrait peut-être soulever cette question auprès de son leader à la Chambre qui pourrait alors en discuter avec les leaders des divers partis.

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LA NÉCESSITÉ DE MODIFICATIONS EN RAISON DU DÉFICIT—LE POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je voudrais également poser une question au premier ministre. Bien qu'elle ait trait à l'industrie automobile, il ne s'agit pas d'une question de détail qui nécessiterait une réponse ministérielle. Elle porte sur la politique générale du gouvernement. Comme le ministre a déclaré que l'Accord sur l'automobile n'avait pas à être modifié—ce qui est probablement l'expression de la politique gouvernementale—et étant donné que l'objet de l'Accord—et je cite un passage du préambule—était d'assurer une expansion juste et équitable de l'industrie dans les deux pays et que nous accusons maintenant un déficit cumulatif de plus de cinq milliards de dollars depuis la signature de l'Accord il y a 11 ans, dont deux milliards seulement l'an dernier, le premier ministre accepte-t-il que la politique gouvernementale soit de ne réclamer aucun changement pour remédier à cette situation de déséquilibre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, une fois encore le député me pose une question au sujet d'une déclaration du ministre que je n'ai évidemment pas eu le temps d'examiner. S'il pose une question générale au sujet des changements, permettez-moi de lui rappeler qu'il y a quelques années, nous parlions de ce côté-ci des changements à apporter à l'Accord sur l'automobile et le député était stupéfait que nous eussions pu même y songer. La politique du gouvernement évolue donc comme celle de l'opposition.